

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2006 — 3916

[C — 2006/22964]

15 SEPTEMBER 2006. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, inzonderheid op artikel 35ter, ingevoegd bij de wet van 19 december 1990 en gewijzigd bij de wetten van 6 april 1995, 17 maart 1997 en 10 augustus 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1993, 8 november 1995, 12 maart 1997, 11 april 1999, 15 oktober 2001, 7 januari 2002, 17 februari 2002, 30 september 2002, 17 februari 2005 en 10 augustus 2005;

Gelet op het advies nr. 40.836/1/V van de Raad van State, gegeven op 25 juli 2006;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1993, 8 november 1995, 12 maart 1997, 11 april 1999, 15 oktober 2001, 7 januari 2002, 17 februari 2002, 30 september 2002, 17 februari 2005 en 10 augustus 2005, wordt aangevuld als volgt :

« - Geneesheer-specialist in de verzekeringsgeneeskunde en de medische expertise; ».

Art. 2. Onze Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 15 september 2006

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2006 — 3916

[C — 2006/22964]

15 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, notamment l'article 35ter, inséré par la loi du 19 décembre 1990 et modifié par les lois des 6 avril 1995, 17 mars 1997 et 10 août 2001;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1993, 8 novembre 1995, 12 mars 1997, 11 avril 1999, 15 octobre 2001, 7 janvier 2002, 17 février 2002, 30 septembre 2002, 17 février 2005 et 10 août 2005;

Vu l'avis n° 40.836/1/V du Conseil d'Etat, donné le 25 juillet 2006;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1993, 8 novembre 1995, 12 mars 1997, 11 avril 1999, 15 octobre 2001, 7 janvier 2002, 17 février 2002, 30 septembre 2002, 17 février 2005 et 10 août 2005, est complété comme suit :

« - Médecin spécialiste en médecine d'assurance et expertise médicale; ».

Art. 2. Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 15 septembre 2006

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
R. DEMOTTE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 3917

[C — 2006/31458]

20 AVRIL 2006. — Arrêté 2005/587bis du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance, services d'accueil spécialisé, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 février 2005 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance, services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé donné le 18 mai 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 /03/ 2006;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget, donné le 13 /10/ 2005;

Vu l'avis de Conseil d'Etat donné le 8/12/2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2^o Le Membre du Collège : le Membre du Collège compétent pour l'octroi de subsides en infrastructures aux structures d'accueil pour enfants;

3^o ONE : Office de la Naissance et de l'Enfance;

4^o EDRLR : l'Espace de Développement Renforcé de Logement et de la rénovation tel que défini dans les dispositions indicatives du Plan Régional de Développement (PRD) et dans les arrêtés modificatifs du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

5^o L'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;

6^o Le montant maximum subsidiable : le montant maximum des achats et travaux pris en considération pour calculer le montant de la subvention suivant les règles fixées à l'article 3 du décret et dans le présent arrêté;

7^o L'autorisation : l'autorisation du milieu d'accueil octroyée par l'ONE et visée au titre II du Livre 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003;

8^o L'agrément : l'agrément du milieu d'accueil octroyé par l'ONE et visé au titre III du Livre 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003;

9^o La programmation des milieux d'accueil : la programmation visée au titre 1^{er} du livre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003;

10^o Le taux de couverture des besoins : le taux calculé en divisant le nombre de places dans les milieux d'accueil autorisés par l'ONE par le nombre d'enfants de moins de 3 ans.

11^o Le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 février 2005 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance, services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

CHAPITRE II. — *Dispositions communes relatives aux subventions*

Art. 3. § 1^{er}. Le montant maximum subsidiable est fixé à :

1^o 24.000 euro par place pour les crèches, crèches parentales, maisons communales d'accueil de l'enfance et préguardiennats;

2^o 36.000 euro par place pour les services d'accueil spécialisé.

Le montant maximum subsidiable est établi à la date du 1^{er} janvier 2005.

Le montant maximum subsidiable ne comprend ni la taxe sur la valeur ajoutée, ni les droits d'enregistrement et frais d'actes notariaux ni les postes visés à l'article 38 du présent arrêté.

§ 2. Le montant maximum subsidiable suit les variations des salaires et charges sociales, de l'indice des matériaux et des taxes généralement quelconques. La formule d'actualisation des coûts est :

$$p = (0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20)$$

Dans cette formule :

p est le montant de la dépense approuvée à la date du dépôt des offres;

P est le montant actualisé au 1^{er} janvier 2005 de la dépense approuvée p;

s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie A, d'application respectivement dix jours avant la date de dépôt des offres, et à la date du 1^{er} janvier 2003.

i et I représentent l'indice des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des offres et pour le mois de janvier 2005.

Art. 4. Les révisions de prix contractuelles résultant des fluctuations des salaires et charges sociales, ainsi que des matériaux telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée n'entrent pas dans le calcul du coût maximum subsidiable.

Art. 5. Un taux d'intervention majoré de 90 pour cent est fixé en vertu de l'article 3, 2°, a) du décret, pour :

1° des achats, travaux et fournitures dans la limite des mesures indispensable pour que le bâtiment déjà affecté à un des milieux d'accueil repris au 1^{er} alinéa et déjà agréé par l'ONE puisse répondre de manière satisfaisante aux exigences de sécurité requises en la matière;

2° des achats, travaux et fournitures qui sont exigés au cours de la réalisation d'un projet de construction nouvelle, au cas où ce projet a fait l'objet d'une attestation du service régional d'incendie certifiant que les exigences de sécurité requises en la matière étaient respectées et qu'il apparaît toutefois par la suite que des achats, travaux et fournitures supplémentaire sont indispensables pour répondre à de nouvelles exigences de sécurité.

Art. 6. Les taux d'intervention majorés fixés en vertu de l'article 3, 2°, b) et c) du décret, sont les suivants :

§ 1^{er} Pour les travaux, fournitures ou achats liés à des places existantes ou à des extensions de capacité :

1° 75 pour cent pour les établissements agréés par l'ONE et pour lesquels la participation financière parentale moyenne calculée sur base de la moyenne des quatre derniers trimestres calculés selon les modalités établies par l'ONE et précédant l'introduction de la demande d'accord de principe est dans la tranche des 25 pour cent des participations les plus basses;

2° 80 pour cent pour les établissements visés au 1° lorsqu'ils sont situés dans EDRLR;

3° 90 pour cent pour les établissements agréés par l'ONE et pour lesquels la participation financière parentale telle que définie au 1° est dans la tranche des 15 % des participations les plus basses;

4° 95 pour cent pour les établissements visés au 3° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR.

§ 2. Pour les travaux, fournitures ou achats liés à de nouveaux établissements :

1° 75 pour cent pour les établissements situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur ou égal au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut National des Statistiques;

2° 80 pour cent pour les établissements visés au 1° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR;

3° 90 pour cent pour les établissements situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur de 10 pour cent ou plus au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut National des Statistiques;

4° 95 pour cent pour des établissements visés au 3° lorsqu'ils sont situés dans l'EDRLR.

§ 3. Les résultats des calculs tels que visés aux § 1^{er}, 1° et 3° et § 2, 3°, sont arrondis à l'unité favorable aux établissements.

CHAPITRE III. — Octroi de subventions à l'achat de bâtiments

Section 1^{re}. — Accord de principe

Art. 7. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe à l'achat d'un bâtiment.

Cette demande comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent de l'association ou de la Commune demanderesse;

Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, la preuve que l'association demanderesse est une ASBL.

ou un établissement d'utilité publique et la composition de son conseil d'administration.

2° un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat envisagé. Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

a) un plan de situation;

b) la description des lieux et du bâtiment dont l'achat est envisagé (ancienneté, vétusté, organisation de l'espace), ainsi qu'une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;

3° Un avis du Service régional d'Incendie;

4° Une estimation de la valeur du bâtiment;

5° Une estimation des travaux d'aménagement à réaliser éventuellement;

6° Une attestation établissant la preuve que le demandeur est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux d'aménagement;

7° Un extrait de la matrice cadastrale;

8° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, la preuve de l'introduction, auprès de l'O.N.E, d'une demande simultanée d'autorisation et d'agrément;

9° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, une note relative aux prévisions en matière de financement du fonctionnement du nouveau milieu d'accueil.

Pour les demandes de subventions majorées, visées à l'article 6, le mémoire doit comporter :

1° en cas d'achats liés à des places existantes ou à des extensions de capacité, la participation financière parentale moyenne calculée sur base de la moyenne des 4. derniers trimestres calculés selon les modalités établies par l'ONE et précédant la demande;

2° en cas d'achats liés à des nouveaux établissements, le revenu médian des habitants de la commune.

Art. 8. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège octroie l'accord de principe pour l'achat du bâtiment.

Section 2. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 9. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Cette demande comprend les documents suivants :

- 1° La délibération du demandeur;
- 2° Le prix de vente;
- 3° Une estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte;
- 4° Un bulletin de virement annulé;
- 5° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, l'autorisation de l'O.N.E.;
- 6° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, soit :

a) une attestation de l'ONE certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'ONE;

b) l'engagement d'un pouvoir subsidiant relatif au financement du fonctionnement du milieu d'accueil, dans le respect des conditions d'agrément fixées par l'O.N.E.;

c) la preuve que le milieu d'accueil disposera d'un financement permettant son fonctionnement dans le respect des conditions d'agrément fixées par l'O.N.E..

Art. 10. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de la subvention et fixe son montant.

Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que ce montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeuble ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le montant maximum subsidiable.

La subvention est calculée sur la base de la plus basse des ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion du montant maximum pris en compte pour le calcul.

Section 3. — Modalités de liquidation de la subvention

Art. 11. L'acte d'achat ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 12. La liquidation de subvention intervient après l'enregistrement de l'acte d'achat et approbation de l'avant-projet des éventuels travaux à réaliser dans le bâtiment, sur présentation des documents suivants :

- 1° La copie de l'acte d'achat enregistré;
- 2° Le relevé des frais d'acte notariaux.

Art. 13. Pour maintenir le droit à conserver la subvention octroyée, le demandeur doit fournir, dans les neuf mois de la liquidation de la subvention ou, si des travaux éventuels ont du être réalisés dans le bâtiment, dans les neuf mois de la fin des travaux, une copie de l'agrément octroyé par l'ONE au milieu d'accueil.

CHAPITRE IV. — Octroi de subventions à la construction, l'agrandissement,
la transformation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et le premier ameublement

Section 1^{re}. — Accord de principe

Art. 14. § 1^{er}. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour la construction, l'agrandissement, la transformation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et le premier ameublement.

La demande d'accord de principe comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du maître de l'ouvrage;

Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, la preuve que le maître de l'ouvrage est une ASBL ou un établissement d'utilité publique et la composition de son conseil d'administration.

2° Les comptes et bilans de l'association maître de l'ouvrage, pour les trois années précédant la demande, approuvés par l'assemblée générale et signés par un administrateur;

3° Une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux et fournitures faisant l'objet de la demande d'accord de principe;

§ 2. Cette demande d'accord de principe est accompagnée d'un mémoire indiquant les raisons qui justifient la construction ou les travaux envisagés. Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

- 1° un plan de situation;

2° la description des lieux et du bâtiment (ancienneté, vétusté, organisation de l'espace), ainsi qu'une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;

3° Pour la construction, l'extension l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments permettant une extension significative de la capacité d'accueil des enfants, le taux de couverture des besoins de la commune où se situe l'achat envisagé et le taux de couverture moyen de la Région;

4° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, la preuve de l'introduction, auprès de l'O.N.E, d'une demande simultanée d'autorisation et d'agrément;

5° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, une note relative aux prévisions en matière de financement du fonctionnement du nouveau milieu d'accueil.

§ 3. Pour les demandes de subventions majorées, visées à l'article 5 du présent arrêté, le mémoire doit comporter un rapport du service régional d'incendie justifiant la demande d'intervention majorée.

§ 4. Pour les demandes de subventions majorées, visées à l'article 6 du présent arrêté, le mémoire doit comporter :

1° en cas de construction ou de travaux liés à des places existantes ou à des extensions de capacité, la participation financière parentale moyenne calculée sur base de la moyenne des 4 derniers trimestres calculés selon les modalités établies par l'ONE et précédant la demande d'accord de principe;

2° en cas de construction ou de travaux liés à des nouveaux établissements, le revenu médian des habitants de la commune.

Art. 15. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention. Cet accord de principe est valable pendant une période de deux ans, délai avant l'expiration duquel l'avant-projet des travaux doit être introduit.

Section 2. — Avant-projet

Art. 16. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier d'avant-projet.

Art. 17. Le dossier d'avant-projet comprend les éléments suivants :

1° Les documents administratifs :

a) La délibération de l'organe compétent du maître de l'ouvrage de confier l'étude à un auteur de projet. Dans le cas des communes et centres publics d'aide sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle si cette approbation est requise.

b) L'avis de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire s'il est requis;

c) L'avis du service d'incendie;

d) Une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement des travaux;

e) Le titre de propriété ou d'emphytéose du bâtiment.

2° Les plans :

a) Le plan général d'implantation indiquant :

- les courbes de niveau;

- l'emplacement du bâtiment et le niveau de l'étage inférieur;

- le tracé des égouts;

- le chemin d'accès;

- les possibilités d'alimentation en eau potable et en énergie électrique.

b) Le profil en long des égouts;

c) Les plans des différents niveaux, les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 pour cent y compris ceux des bâtiments existants dans le cas d'adaptation.

3° Le relevé des superficies brutes bâties par étage, existantes et à construire;

4° La liste et les estimations des entreprises qui seront attribuées séparément;

5° Pour chaque entreprise, une note technique succincte qui décrit les procédés de construction, détaille les diverses dispositions à prendre, indique les matériaux à utiliser et les installations à prévoir.

Art. 18. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve l'avant-projet qui lui est soumis et fixe le montant maximum subsidiable.

Section 3. — Projet

Art. 19. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier de projet.

Le dossier de projet introduit auprès de l'administration comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent du maître de l'ouvrage approuvant le cahier spécial des charges, les plans et le montant de l'estimation. Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle.

2° Le cahier spécial des charges et ses annexes, notamment le métré descriptif, le modèle de soumission et le modèle de métré récapitulatif ou le modèle d'inventaire;

3° Les plans d'ensemble et tous les plans de détail nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages;

4° Une attestation du service d'incendie certifiant que le projet répond aux normes réglementaires;

5° Le devis estimatif établi par article du métré récapitulatif ou de l'inventaire.

Art. 20. Le projet doit être conforme à l'avant-projet approuvé.

Art. 21. Dans la mesure où les demandeurs doivent se conformer à la législation sur les marchés publics, l'établissement des projets et la passation des marchés doivent être conformes à celle-ci.

Art. 22. Sur base de documents transmis par l'administration, le projet ainsi que le mode de passation du marché sont soumis à l'approbation du Collège.

Section 4. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 23. L'administration est avisée en temps utile de la date de l'ouverture des offres. Si elle le juge utile, elle s'y fait représenter par un de ses membres.

Art. 24. Le demandeur transmet à l'administration le dossier d'attribution du marché.

Art. 25. Le dossier comprend les documents suivants :

- 1° Le cahier spécial des charges, le devis estimatif et les plans qui ont servi de base à l'attribution;
- 2° Les preuves de publicité ou le cas échéant de la consultation d'autres soumissionnaires;
- 3° Les offres déposées et leurs annexes;
- 4° Copie de l'offre retenue;
- 5° Le procès-verbal d'ouverture des offres;
- 6° Le rapport de l'auteur de projet sur l'adjudication;
- 7° La délibération motivée par laquelle l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage propose la désignation de l'adjudicataire. Dans le cas des communes et centres publics d'aide sociale, cette délibération doit être approuvée par les autorités de tutelle.
- 8° Un bulletin de virement annulé.

Art. 26. Au terme de cette procédure et sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 27. Dans la mesure où les demandeurs doivent se conformer à la législation sur les marchés publics, les marchés sont exécutés conformément aux dispositions en vigueur en matière de marchés publics et dans le respect des conditions particulières reprises ci-après.

Art. 28. L'ordre de commencer les travaux ou de livrer les fournitures ne peut être donné avant que la décision définitive d'octroi de subvention n'ait été prise.

Au moment où il envoie cet ordre à l'adjudicataire, le maître de l'ouvrage en fait parvenir une copie à l'administration.

Art. 29. A la fin de chaque mois, il est dressé un état d'avancement des travaux à signer pour accord par l'entrepreneur, l'auteur de projet et le maître de l'ouvrage.

Art. 30. Les états d'avancement et les états cumulatifs correspondants à ceux-ci doivent être régulièrement dressés et tenus sur le chantier, à la disposition de l'administration.

Art. 31. Des acomptes sur subvention sont liquidés au maître de l'ouvrage jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de l'engagement initial, sur présentation des états d'avancement, des factures, des lettres de créance y afférentes et des tableaux justifiant le délai d'exécution.

Art. 32. Seuls les travaux supplémentaires ou modificatifs indispensables indépendants de la volonté du maître de l'ouvrage et qui n'étaient pas prévisibles lors de l'attribution du marché peuvent bénéficier d'une subvention complémentaire.

Art. 33. Les prolongations de délais doivent faire l'objet d'une demande écrite de l'entrepreneur ou du fournisseur et d'une délibération du maître de l'ouvrage, les interruptions doivent faire l'objet d'ordres écrits d'arrêt et de reprise ainsi que de justifications. Ces documents sont joints aux factures des périodes concernées.

Art. 34. Le maître de l'ouvrage procède à la réception provisoire dans les conditions prescrites par le cahier général des charges. L'administration est informée au moins 15 jours avant la date fixée pour la réception.

Art. 35. Lorsque les travaux sont terminés et réceptionnés, le montant total de la subvention est déterminé en fonction du compte final et le dixième restant de l'engagement initial est liquidé au maître de l'ouvrage.

Section 5. — Compte final de l'entreprise

Art. 36. Le demandeur introduit auprès de l'administration le compte final de l'entreprise.

Art. 37. Le dossier contenant le compte final de l'entreprise comprend les documents suivants 1° Le procès-verbal de réception provisoire;

- 2° Un tableau établissant le montant total dû à l'entrepreneur;
- 3° Les justifications et décomptes ayant trait au tableau précité;
- 4° Un tableau récapitulant les états d'avancement;
- 5° Le tableau donnant la justification du délai d'exécution et ses annexes;
- 6° Eventuellement, la facture relative aux essais géotechniques;
- 7° Eventuellement, les factures relatives aux raccordements eau - gaz - électricité;
- 8° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, l'autorisation de l'O.N.E.;
- 9° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, soit :
 - d) une attestation de l'ONE certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'ONE;

e) l'engagement d'un pouvoir subsidiant relatif au financement du fonctionnement du milieu d'accueil, dans le respect des conditions d'agrément fixées par l'O.N.E.;

f) la preuve que le milieu d'accueil disposera d'un financement permettant son fonctionnement dans le respect des conditions d'agrément fixées par l'O.N.E..

Art. 38. Le montant de l'entreprise admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants :

1° Le montant total dû à l'entrepreneur déduction faite des postes non subventionnables de la soumission et des décomptes et travaux modificatifs non acceptés, mais y compris les révisions contractuelles proportionnelles au montant subsidiable telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée pour autant que ce document ait fait l'objet d'une approbation préalable du Collège telle que prévue aux articles 25 à 28;

2° Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée;

3° Le montant des frais généraux, celui-ci étant fixé forfaitairement à 7 pour cent du total des montants repris sub 1° et 2°;

4° Le coût des essais géotechniques éventuels;

5° Le coût des raccordements éventuels en eau, gaz, électricité pour autant qu'ils aient été effectués par les sociétés distributrices.

Art. 39. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve le compte final de l'entreprise et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

Art. 40. Pour maintenir le droit à conserver la subvention octroyée, le demandeur doit fournir, dans les neuf mois de la fin des travaux, une copie de l'agrément octroyé par l'ONE au milieu d'accueil.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 41. Le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17. février 2005 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, pré-gardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance, services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments entre en vigueur le 1^{er} octobre 2005.

Art. 42. Le présent arrêté prend ses effets le 1^{er} janvier 2006.

Art. 43. Le Membre du Collège, compétent pour l'Action sociale et la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 avril 2006.

Par le Collège :

E. KIR,

Membre du Collège, chargé de l'Action sociale et de la Famille

B. CEREXHE,

Président du Collège.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 3917

[C — 2006/31458]

20 APRIL 2006. — Besluit 2005/587bis van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de criteria en modaliteiten voor de toekenning van subsidies voor de aankoop of het optrekken van gebouwen bestemd voor het inrichten van crèches, oudercrèches, peutertuinen, gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen en gespecialiseerde opvangdiensten, en voor de uitbreiding, de verbouwing, de zware herstellingen, de uitrusting en de eerste meubilering van deze gebouwen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het Decreet van 17 februari 2005 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of het optrekken van gebouwen, voor het inrichten van crèches, oudercrèches, peutertuinen, gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen en gespecialiseerde opvangdiensten, die door hun eentalig Franstalige regeling onder de uitsluitende bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de zware herstellingen, de voorzieningen en de eerste meubilering van die gebouwen Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheidszorg, gegeven op 18 mei 2005. Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2006. Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor Begroting, gegeven op 13 oktober 2005. Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 december 2005, met toepassing van het artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de samengeordende wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor sociale actie, gezin en sport,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in het artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° het Lid van het College : het Lid van het College bevoegd voor de subsidiëring van infrastructuur voor voorzieningen voor kinderopvang;

3° ONE : het Office de la Naissance et de l'Enfance;

4° RVOHR : de Ruimte voor Versterkte Ontwikkeling van Huisvesting en Renovatie, zoals ze werd omschreven door de indicatieve bepalingen van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (GewOP) en door de wijzigende besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

5° de administratie : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

6° het maximale subsidieerbare bedrag : het maximale bedrag van de aankopen en werken die in aanmerking komen voor de berekening van het subsidiebedrag, volgen s de regels vastgesteld in het artikel 3 van het decreet en in dit besluit;

7° de vergunning : de door het ONE aan de opvangvoorziening toegekende vergunning, zoals bedoeld in Titel II van het Eerste Boek van het Besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

8° de erkenning : de door het ONE toegekende erkenning aan de opvangvoorziening, zoals bedoeld in Titel III van het Eerste Boek van het Besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

9° de programmatie voor de opvangvoorzieningen : de programmatie bedoeld in Titel I van het Eerste Boek van het Besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

10° de dekkingsgraad van de noden : het resultaat van de deling van het aantal door het ONE erkende opvangplaatsen door het aantal kinderen van minder dan 3 jaar;

11° het decreet : het Decreet van 17 februari 2005 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of het optrekken van gebouwen, voor het inrichten van crèches, oudercrèches, peutersuizen, gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen en gespecialiseerde opvangdiensten, die door hun eentalig Franstalige regeling onder de uitsluitende bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de zware herstellingen, de voorzieningen en de eerste meubilering van die gebouwen.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de subsidies*

Art. 3. § 1^{er}. Het subsidieerbaar maximumbedrag wordt vastgesteld op :

1° 24.000 euro per plaats voor crèches, oudercrèches, gemeentelijke opvang voor kinderen en peutersuizen;

2° 36.000 euro per plaats voor gespecialiseerde opvangdiensten.

Het maximale subsidieerbare bedrag wordt vastgesteld op 1 januari 2005.

Het maximale subsidieerbare bedrag omvat het volgende niet : de belasting op de toegevoegde waarde, de registratierechten, de kosten voor notariële akten en de posten bedoeld in het artikel 38 van dit besluit.

§ 2. Het maximale subsidieerbare bedrag is gekoppeld aan de evolutie van de lonen, van de sociale lasten, van de materialen-index en van de algemene belastingen. De formule voor de actualisering van de kosten is :

$$p = (0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20)$$

In deze formule zijn :

p het bedrag van de uitgave die op de datum van de neerlegging van de offertes werd goedgekeurd;

P het op 1 januari 2005 geactualiseerde bedrag van de goedgekeurde uitgave p;

s en S de officiële lonen van de bouwsector, voor categorie A, van toepassing respectievelijk tien dagen voor de datum van de neerlegging van de offertes en op 1 januari 2003.

i en I de materialen-indexen, respectievelijk voor de maand van de neerlegging van de offertes en voor de maand januari 2005.

Art. 4. Contractuele prijsherzieningen die het gevolg zijn van de evolutie van de lonen en sociale lasten of van wijzigingen van de prijzen van materialen die het gevolg zijn van de toepassing van het bijzonder bestek voor de gesubsidieerde aanneming, komen niet in aanmerking voor de berekening van de maximale subsidieerbare kostprijs.

Art. 5. Krachtens het artikel 3, 2°, a van het decreet wordt een met 90 % verhoogde tussenkomst vastgesteld voor :

1° aankopen, werken en leveringen die binnen de perken blijven van de maatregelen die noodzakelijk zijn om een gebouw, dat reeds gebruikt wordt door een van de in het eerste lid vermelde en reeds door het O.N.E erkende opvangvormen, op voldoende wijze te laten beantwoorden aan de opgelegde veiligheidsverplichtingen;

2° aankopen, werken en leveringen die nodig blijken tijdens de uitvoering van een nieuw bouwproject, voor zover dit project een attest van de gewestelijke brandweerdienst betreffende de naleving van de opgelegde veiligheidsverplichtingen kan voorleggen, en er nadien toch blijkt dat, om aan nieuwe veiligheidseisen te voldoen, nog andere aankopen, werken en leveringen noodzakelijk zijn.

Art. 6. Krachtens het artikel 3, 2°, b) en c) van het decreet worden de volgende verhoogde tussenkomstpercentages vastgesteld :

§ 1. inzake aankopen, werken en leveringen voor bestaande opvangplaatsen en voor uitbreidingen van de opvangcapaciteit :

1° 75 % voor de door het ONE erkende opvangvoorzieningen waar de, op basis van het gemiddelde van de vier jongste trimesters en volgens de door het ONE opgelegde modaliteiten berekende, gemiddelde financiële bijdrage van de ouders nog voor het indienen van de aanvraag om principieel akkoord tot de schijf van de 25 % laagste bijdragen behoort;

2° 80 % voor de onder 1° bedoelde opvangvoorzieningen die in een RVOHR liggen;

3° 90 % voor de door het ONE erkende opvangvoorzieningen waar de onder 1° bedoelde financiële bijdrage van de ouders tot de schijf van de 15 % laagste bijdragen behoort;

4° 95 % voor de onder 3° bedoelde opvangvoorzieningen die in een RVOHR liggen;

§ 2. inzake aankopen, werken en leveringen voor nieuwe opvangvoorzieningen :

1° 75 % voor opvangvoorzieningen gelegen in gemeenten waar, op het ogenblik van het indienen van de aanvraag om principieel akkoord, het gemiddeld inkomen van de inwoners lager of gelijk is aan het jaarlijks door het Nationaal Instituut voor de Statistiek bekendgemaakte mediaan inkomen voor het Brussels Gewest;

2° 80 % voor de onder 1° bedoelde opvangvoorzieningen die in een RVOHR liggen;

3° 90 % voor opvangvoorzieningen gelegen in gemeenten waar, op het ogenblik van het indienen van de aanvraag om principieel akkoord, het gemiddeld inkomen van de inwoners 10 % of meer lager is dan het jaarlijks door het Nationaal Instituut voor de Statistiek bekendgemaakte mediaan inkomen voor het Brussels Gewest;;

4° 95 % voor de onder 3° bedoelde opvang die in een RVOHR ligt.

§ 3. De resultaten van de onder § 1^{er}, 1° et 3° en § 2, 3° bedoelde berekeningen worden afgerond naar de voor de voorzieningen gunstigste eenheid.

HOOFDSTUK III. — *Toekenning van subsidies voor het aankopen van gebouwen*

Afdeling 1. — Principieel akkoord

Art. 7. De aanvrager dient een aanvraag om principieel akkoord voor het aankopen van een gebouw bij de administratie in. Deze aanvraag omvat de volgende documenten :

1° De beslissing van de bevoegde vergadering van de aanvragende vereniging of gemeente.

Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beslissing goedgekeurd zijn door de toezichthoudende overheden indien deze goedkeuring vereist is.

Voor de andere gevallen : het bewijs dat de aanvragende vereniging een vzw of een instelling van openbaar nut is en de samenstelling van haar raad van bestuur.

2° De verantwoording van de overwogen aankoop, met de volgende elementen :

a) een liggingsplan;

b) een beschrijving van het oord en de gebouwen die men overweegt te kopen (ouderdom, staat, ordening van de ruimten) en een nota over de omgeving, de toegangswegen en de vervoersmiddelen;

3° Het advies van de Gewestelijke Brandweerdienst;

4° Een raming van de waarde van de gebouwen;

5° Een raming van de kostprijs van de eventueel uit te voeren aanpassingswerken;

6° Een attest waaruit blijkt dat de aanvrager kan bijdragen in de financiering van de aankoop en van de aanpassingswerken;

7° Een uittreksel uit de kadastrale legger;

8° Voor nieuwe opvang en voor uitbreiding van de bestaande capaciteit : het bewijs dat bij het O.N.E. gelijktijdig een aanvraag om vergunning en erkenning werd ingediend;

9° Voor nieuwe opvang en voor uitbreiding van de bestaande capaciteit : een nota over de vooruitzichten inzake financiering van de werking van de nieuwe opvangplaatsen.

Voor de in het artikel 6 bedoelde aanvragen om verhoogde subsidies moet de verantwoording omvatten :

1° voor de aankoop van bestaande plaatsen en voor uitbreiding van de capaciteit : de gemiddelde financiële bijdrage van de ouders, voorafgaand aan de aanvraag en berekend op basis van het gemiddelde van de vier jongste trimesters volgens de door het ONE opgelegde modaliteiten;

2° voor de aankoop van nieuwe gebouwen : het gemiddeld inkomen van de inwoners van de gemeente.

Art. 8. Het College kent het principieel akkoord voor de aankoop van de gebouwen toe op basis van de door de administratie overgemaakte documenten.

Afdeling 2. — Definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie

Art. 9. De aanvrager dient een aanvraag om definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie bij de administratie in.

Deze aanvraag omvat de volgende documenten :

1° De beslissing van de aanvrager;

2° De verkoopprijs;

3° Een raming van de registratierechten en van de aktekosten;

4° Een doorgehaald overschrijvingsformulier;

5° Voor nieuwe opvang en voor uitbreiding van de bestaande capaciteit : de vergunning afgeleverd door het O.N.E.;

6° Voor nieuwe opvang en uitbreiding van bestaande opvangcapaciteit, ofwel :

a) het attest van het O.N.E. waaruit blijkt dat het ontwerp voor de opvangvoorziening in de programmatie van het O.N.E. werd opgenomen;

b) de verbintenis van een subsidiërende overheid inzake de financiering van de werking van de opvang, met naleving van de door het O.N.E. opgelegde erkenningsvoorwaarden;

c) het bewijs dat de opvangvoorziening zal kunnen beschikken over financiële middelen die een werking met naleving van de door het O.N.E. opgelegde erkenningsvoorwaarden mogelijk maken.

Art. 10. Het College neemt de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie op basis van de door de administratie overgemaakte documenten en stelt het subsidiebedrag vast.

Het subsidiebedrag wordt berekend op basis van de aankoopprijs verhoogd met de registratierechten en de aktekosten, op voorwaarde dat het aankoopbedrag de door het Aankoopcomité van Gebouwen of door de Ontvanger van de Registratie geraamde verkoopwaarde noch het maximale subsidiëerbare bedrag niet overschrijft.

De subsidie wordt berekend op basis van de laagste van deze drie waarden verhoogd met de registratierechten en de aktekosten die van toepassing zijn op de weerhouden waarde.

Afdeling 3. — Modaliteiten van de uitbetaling van de subsidie

Art. 11. De aankoopakte kan pas worden ondertekend na de ontvangst van de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Art. 12. De subsidie wordt uitbetaald, na registratie van de aankoopakte en goedkeuring van het voorontwerp van de eventueel in de gebouwen uit te voeren werken, op voorlegging van de volgende documenten :

1° een afschrift van de geregistreerde aankoopakte;

2° een overzicht van de kosten van de notariële akten.

Art. 13. Om zijn recht op het behoud van de toegekende subsidie veilig te stellen, moet de aanvrager binnen de negen maanden na de uitbetaling van de subsidie, of binnen de negen maanden na het einde der werken indien in het gebouw werken werden uitgevoerd, een afschrift van de door het ONE aan de opvangvoorziening verleende erkenning overmaken.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van subsidie voor het bouwen, uitbreiden, verbouwen en zwaar herstellen van gebouwen en voor de uitrusting en eerste meubilering van deze gebouwen*

Afdeling 1 - Het principiële akkoord

Art. 14. § 1. De aanvrager dient een aanvraag om principiële akkoord voor het bouwen, uitbreiden, verbouwen en zwaar herstellen van gebouwen en voor de uitrusting en eerste meubilering bij de administratie in.

De aanvraag om principiële akkoord omvat de volgende documenten :

1° De beslissing van de bevoegde vergadering van de bouwheer;

Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beslissing goedgekeurd zijn door de toezichthoudende overheden indien deze goedkeuring vereist is.

Voor de andere gevallen : het bewijs dat de bouwheer een vzw of een instelling van openbaar nut is en de samenstelling van de raad van bestuur.

2° De rekeningen en balansen van de vereniging-bouwheer, voor de drie jaren voorafgaand aan de aanvraag, goedgekeurd door de algemene vergadering en ondertekend door een bestuurder;

3° Een attest waaruit blijkt dat de werken en leveringen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag om principiële akkoord nog niet werden besteld.

§ 2. aan de aanvraag om principiële akkoord wordt een verantwoordingsnota voor de overwogen bouwwerken toegevoegd. Deze nota moet de volgende elementen omvatten :

1° een liggingplan;

2° een beschrijving van het oord en van de gebouwen die men overweegt te kopen (ouderdom, staat, ordening van de ruimten) en een nota over de omgeving, de toegangswegen en de vervoersmiddelen;

3° voor het bouwen, uitbreiden, inrichten, renoveren of zwaar herstellen van gebouwen die een betekenisvolle toename van de opvangcapaciteit mogelijk maken : de dekingsgraad van de noden voor de gemeente waarin het aan te kopen gebouw ligt en de gemiddelde dekingsgraad voor het hele Gewest;

4° Voor nieuwe opvang en voor uitbreiding van de bestaande capaciteit : het bewijs dat bij het O.N.E. gelijktijdig een aanvraag om vergunning en erkenning werd ingediend;

5° Voor nieuwe opvang en voor uitbreiding van de bestaande capaciteit : een nota over de vooruitzichten inzake financiering van de werking van de nieuwe opvangplaatsen.

§ 3. Voor de in het artikel 5 bedoelde aanvragen om verhoogde subsidies moet bij de verantwoordingsnota een verslag van de gewestelijke brandweerdienst worden gevoegd waaruit de nood aan verhoogde tussenkomst blijkt.

§ 4. Voor de in het artikel 6 bedoelde aanvragen om verhoogde subsidies moet de verantwoording omvatten :

1° voor bouwwerken met betrekking tot bestaande plaatsen of uitbreidingen van de capaciteit : de gemiddelde financiële bijdrage van de ouders, voorafgaand aan de aanvraag en berekend op basis van het gemiddelde van de vier jongste trimesters volgens de door het O.N.E. opgelegde modaliteiten;

2° voor bouwwerken met betrekking tot nieuwe gebouwen : het gemiddeld inkomen van de inwoners van de gemeente.

Art. 15. Het College kent het principiële akkoord voor de toekenning van een subsidie toe op basis van de door de administratie overgemaakte documenten. Dit principiële akkoord blijft gedurende een periode van twee jaar gelden. Het voorontwerp voor de werken moet voor het aflopen van deze termijn ingediend zijn.

Afdeling 2. — Het voorontwerp

Art. 16. De aanvrager dient het voorontwerpdossier bij de administratie in.

Art. 17. Het voorontwerpdossier omvat de volgende elementen :

1° De administratieve documenten :

a) De beslissing van de bevoegde vergadering van de bouwheer waarbij de studie van het voorontwerp aan een ontwerper werd toevertrouwd. Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beslissing goedgekeurd zijn door de toezichthoudende overheden indien deze goedkeuring vereist is.

b) Het advies van de diensten voor stedenbouw en ruimtelijke ordening, indien dit vereist is;

c) Het advies van de brandweerdienst;

d) Een attest waaruit blijkt dat de aanvrager kan bijdragen in de financiering van de werken;

e) De eigendomsakte of de erfpachtovereenkomst voor het gebouw.

2° De plannen :

a) Het algemeen inplantingsplan, met :

- de hoogtelijnen;

- de inplanting van het gebouw en het niveau van de laagste verdieping;

- het tracé van de rioleringen;

- de toegangsweg;

- de mogelijke verbindingen met het waternet en het elektriciteitsnet.

b) De lengteprofielen van de rioleringen;

c) De plannen voor de verschillende niveaus, de tekeningen van de gevels en de voornaamste doorsneden op 1 of 2 %, met inbegrip, in geval van aanpassingswerken, van deze van de bestaande gebouwen.

3° Een overzicht van de bebouwde bruto oppervlakten van alle bestaande en te bouwen verdiepingen;

4° De lijst en de ramingen van de aannemingen die afzonderlijk worden toegewezen;

5° Voor elke aanneming : een beknopte technische nota, met beschrijving van de bouwtechnieken, detaillering van de diverse te treffen maatregelen en bepaling van de te gebruiken materialen en te voorziene installaties.

Art. 18. Het College keurt het voorgelegde voorontwerp goed op basis van de door de administratie overgemaakte documenten en stelt het subsidieerbare maximumbedrag vast.

Afdeling 3. — Het ontwerp

Art. 19. De aanvrager dient het dossier van het ontwerp bij de administratie in.

Het bij de administratie ingediende dossier omvat de volgende documenten :

1° De beslissing van de bevoegde vergadering van de bouwheer waarbij het bijzonder bestek, de plannen en de geraamde bedragen werden goedgekeurd. Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beslissing goedgekeurd zijn door de toezichhoudende overheden.

2° Het bijzonder bestek en zijn bijlagen, inzonderheid de opmetingsstaten en de modellen voor de inschrijving, de samenvattende opmetingsstaat en de inventaris;

3° De algemene plannen en al de detailplannen die noodzakelijk zijn voor een goed begrip van de werken;

4° Een attest van de brandweerdienst waaruit blijkt dat het ontwerp aan de reglementaire normen voldoet;

5° De kostenraming per artikel van de samenvattende opmetingsstaat of van de inventaris.

Art. 20. Het ontwerp moet overeenstemmen met het goedgekeurde voorontwerp.

Art. 21. Indien de aanvrager onderworpen is aan de wetgeving op de overheidsopdrachten moeten de opmaak van de ontwerpen en de gevolgde procedure voor de toewijzing van de opdrachten in overeenstemming met deze wetgeving worden uitgevoerd.

Art. 22. Het ontwerp en de wijze van toewijzing van de opdracht worden ter goedkeuring aan het College voorgelegd op basis van de door de administratie overgemaakte documenten.

Afdeling 4. — De definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie

Art. 23. De administratie wordt tijdig verwittigd van de datum van de opening van de offertes. Indien ze dat nuttig acht kan ze zich door een van haar personeelsleden op deze opening laten vertegenwoordigen.

Art. 24. De aanvrager maakt het dossier van de toewijzing van de opdracht aan de administratie over.

Art. 25. Het toekenningsdossier bevat de volgende documenten :

1° Het bijzonder bestek, de kostenraming en de plannen die de basis vormden voor de toewijzing;

2° De bewijzen van de bekendmaking of van de raadpleging van andere offerte-indieners;

3° De ontvangen offertes en hun bijlagen;

4° Een afschrift van de weerhouden offerte;

5° Het proces-verbaal van de opening van de offertes;

6° Het verslag van de ontwerper over de toewijzing;

7° De met redenen omklede beslissing van de bevoegde vergadering van de verenigingbouwheer waarbij de aannemer wordt aangewezen. Voor gemeenten en centra voor maatschappelijk welzijn moet deze beslissing goedgekeurd zijn door de toezichhoudende overheden.

8° Een doorgehaald overschrijvingsformulier.

Art. 26. Na het afwerken van deze procedure neemt het College, op basis van de door de administratie overgemaakte documenten, de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Art. 27. Indien de aanvrager onderworpen is aan de wetgeving op de overheidsopdrachten moeten de opdrachten in overeenstemming met de geldende bepalingen inzake overheidsopdrachten en met naleving van de hierna vermelde bijzondere voorwaarden worden uitgevoerd.

Art. 28. Het bevel tot aanvangen van de werken of tot leveren van de leveringen kan pas gegeven worden na het nemen van de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Gelijktijdig met het versturen van dit bevel aan de aannemer maakt de bouwheer er een afschrift van over aan de administratie.

Art. 29. Op het einde van elke maand wordt een vorderingsstaat van de werken opgesteld en door de aannemer, de ontwerper en de bouwheer voor akkoord ondertekend.

Art. 30. De vorderingsstaten en de ermee overeenstemmende cumulatieve staten worden regelmatig opgesteld en, ter beschikking van de administratie, op de werf bewaard.

Art. 31. De subsidievoorschotten worden aan de bouwheer uitbetaald ten belope van negen tienden van de oorspronkelijke toekenning na voorlegging van de vorderingsstaten, van de facturen, van de schuldvorderingen die er betrekking op hebben en van de tabellen die de uitvoeringstermijnen verantwoorden.

Art. 32. Bijkomende subsidie kan enkel worden toegekend voor onontbeerlijke bijkomende of wijzigende werken die los staan van de wil van de bouwheer en bij de toewijzing van de opdracht niet konden worden voorzien.

Art. 33. Termijnverlengingen moeten schriftelijk worden aangevraagd door de aannemer of leverancier en ze moeten het voorwerp uitmaken van een beslissing van de bouwheer.

Onderbrekingen en hervattingen van de werken moeten schriftelijk bevolen en verantwoord worden. Deze documenten moeten bij de facturen voor de betrokken periode worden gevoegd.

Art. 34. De bouwheer gaat over tot de voorlopige oplevering onder de voorwaarden bepaald in het algemeen bestek. De administratie wordt minstens 15 dagen op voorhand van de datum van deze oplevering verwittigd.

Art. 35. Na de voltooiing van de werken en na de oplevering wordt het totaal bedrag van de subsidie op basis van de eindafrekening bepaald en wordt het laatste tiende van de oorspronkelijk toegezegde subsidie aan de bouwheer uitbetaald.

Afdeling 5. — De eindafrekening van de aanneming

Art. 36. De aanvrager dient de eindafrekening van de aanneming bij de administratie in.

Art. 37. Het dossier van de eindafrekening van de aanneming omvat de volgende documenten :

1° Het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

2° Een tabel tot vaststelling van het totale aan de aannemer verschuldigde bedrag;

3° De verantwoordingsstukken en afrekeningen die in de voornoemde tabel zijn opgenomen;

4° Een samenvattende tabel van de vorderingsstaten;

5° De tabel tot verantwoording van de uitvoeringstermijn en de bijhorende bijlagen;

6° Eventueel, de factuur van de geotechnische proeven;

7° Eventueel, de facturen van de aansluitingen op de water-, gas- en elektriciteitsnetten;

8° Voor nieuwe opvang en uitbreiding van bestaande opvangcapaciteit : de O.N.E vergunning;

9° Voor nieuwe opvang en uitbreiding van bestaande opvangcapaciteit, ofwel :

a) het attest van het O.N.E waaruit blijkt dat het ontwerp voor de opvangvoorziening in de programmatie van het O.N.E werd opgenomen;

b) de verbintenis van een subsidiërende overheid tot financiering van de werking van de opvang, met naleving van de door het O.N.E opgelegde erkenningsvoorwaarden;

c) het bewijs dat de opvangvoorziening zal kunnen beschikken over financiële middelen die een werking met naleving van de door het O.N.E opgelegde erkenningsvoorwaarden mogelijk maken.

Art. 38. De volgende bedragen en posten van de aanneming komen in aanmerking voor de subsidie :

1° Het totale aan de aannemer verschuldigde bedrag verminderd met de niet-subsidieerbare posten van de inschrijving en met de niet aanvaarde afrekeningen en wijzigende werken, maar met inbegrip van de contractueel bepaalde herzieningen die, in verhouding tot het subsidieerbaar bedrag, het resultaat zijn van de uitvoering van het bijzonder bestek van de gesubsidieerde aanneming, voor zover dat document voorafgaand door het College werd goedgekeurd zoals bepaald in de artikelen 25 tot 28;

2° Het bedrag van de belasting op de toegevoegde waarde;

3° Het bedrag van de algemene onkosten, forfaitair vastgesteld op 7 % van het totaal van de bedragen vermeld sub 1° en 2°;

4° De kosten voor eventuele geotechnische proeven;

5° De kosten voor de aansluitingen op de water-, gas- en elektriciteitsnetten indien deze aansluitingen door de distributievenootschappen werden uitgevoerd.

Art. 39. Het College keurt, op basis van de door de administratie overgemaakte documenten, de eindafrekening van de aanneming goed en beslist, in voorkomend geval, tot toekenning van een bijkomende subsidie.

Art. 40. Om zijn recht op het behoud van de toegekende subsidie veilig te stellen, moet de aanvrager binnen de negen maanden na het einde der werken een afschrift van de door het ONE aan de opvangvoorziening verleende erkenning overmaken.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 41. Het Decreet van 17 februari 2005 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van subsidies voor de aankoop of het optrekken van gebouwen bestemd voor het inrichten van crèches, oudercrèches, peutersuinen, gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen en gespecialiseerde opvangdiensten, die door hun eentalig Franstalige regeling onder de uitsluitende bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, evenals voor de uitbreiding, de verbouwing, de zware herstellingen, de voorzieningen en de eerste meubilering van die gebouwen treedt in werking op 1 oktober 2005.

Art. 42. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2006.

Art. 43. Het Lid van het College bevoegd voor Sociale Actie en Gezin wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 april 2006.

Voor het College :

E. KIR,

Lid van het College, bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College